



Donald Rumsfeld : Quel héritage pour l'armée américaine ?

jeudi, 23 novembre 2006 / Jean-Loup Samaan

A l'automne 2000, lorsque Donald Rumsfeld prend les rênes du Département de la Défense - l'entreprise qui gère un milliard de dollars par jour - il met les pieds dans un Pentagone qu'il avait déjà dirigé de 1974 à 1976, sous la présidence de Gerald Ford. Rumsfeld, contrairement à ses prédécesseurs démocrates, a un véritable dessein pour la défense américaine, une volonté de se hisser aux rangs des grandes figures : Caspar Weinberg, secrétaire de Reagan, Robert MacNamara, secrétaire de Kennedy. Rumsfeld n'a alors qu'un mot à la bouche : « transformation ». Transformer l'armée américaine, transformer les formes de la guerre moderne, telles sont ses lignes directrices. Les moyens pour arriver à la « transformation » : redonner le pouvoir interne aux civils, miser sur les technologies de pointe. Rumsfeld et ses conseillers proches estiment alors que l'administration Clinton a laissé le Pentagone prisonnier des rivalités entre les corps d'armée. Qui plus est, les opérations des années 90 dans les Balkans, en Somalie, en Haïti ne sont pas du goût de Rumsfeld. L'armée américaine n'a pas vocation de samu mondial quand les Etats faibles n'arrivent pas s'assumer. Son rôle désormais devra être de se préparer à affronter le prochain compétiteur, le prochain « Big One ». Au printemps 2001, le Pentagone est convaincu que la Chine sera celui-ci. Le bureau du Secrétaire à la Défense travaille alors avec méticulosité sur l'hypothèse d'une invasion de Taïwan par Pékin.

Le 11 septembre 2001 vient complètement prendre de cours la vision de Donald Rumsfeld. Al Qaeda ? L'Afghanistan ? Rumsfeld découvre que le Département de la Défense ne s'est pas jamais préoccupé des Talibans, qu'aucun scénario de guerre n'a jamais été développé. Dans les jours qui suivent, la CIA vole la vedette aux militaires en prenant l'initiative sur le terrain avec l'Alliance du Nord. Pour Rumsfeld, c'est un camouflé. Quand bien même la suite de l'opération en Afghanistan prouve la domination évidente de l'armée américaine, le secrétaire à la Défense veut prouver plus. Plus qu'une revanche à court terme, il souhaite laisser une empreinte au-delà de son mandat. L'Irak se trouve justement faire l'objet d'un plan de guerre de longue date. Cela doit être son héritage, la guerre qui assurera sa postérité. L'Irak doit être la parfaite illustration de la « transformation » rumsfeldienne. Selon cette vision, l'armée américaine, plus légère en nombre, plus redoutable en technologie, doit remporter une guerre en un temps éclair. Inspirée lointainement de la Blitzkrieg, cette conception entend mettre un terme à ce qu'il a été convenu de nommer la doctrine Powell, celle-ci préconisant à l'inverse un puissant déploiement qui assure tant la sécurité des troupes que l'anéantissement total de l'adversaire. Malgré les doutes au sein de l'US Army qui parle de 500 000 hommes nécessaires, le secrétaire à la Défense insiste : hors de question de déployer plus de 250 000 soldats sur le sol irakien.

Au printemps 2003, Rumsfeld peut se réjouir : en vingt-et-un jours, l'armée américaine a écrasé les forces irakiennes, est entrée à Bagdad et a mis un terme au régime baasiste. Malheureusement pour le secrétaire à la Défense, l'Histoire ne s'arrête pas ce jour-là.

Les trois années qui suivent s'apparentent alors à une tragédie shakespearienne, hélas bien réelle. Ayant méprisé aux côtés de George Bush et Condoleeza Rice les opérations dites de Nation Building de l'administration Clinton, Donald Rumsfeld et son équipe se retrouvent à gérer deux Etats effondrés : l'Afghanistan et l'Irak. Si le premier dossier peut tant bien que mal être partagé par les autres membres de l'OTAN, l'Irak passe sous la tutelle du Département de la Défense américain. Que faire de cet Etat dont le Pentagone ne s'est jamais préoccupé que dans un cadre guerrier ? Hors de question pour Rumsfeld de s'inspirer du Kosovo, cela ferait trop plaisir aux démocrates de voir leur ancien conteleur s'inspirer de leur politique. Paul Bremer, envoyé à Bagdad, décide alors sur le modèle de l'Allemagne nazie, de débassifier intégralement l'Irak. Le résultat : il envoie des milliers de militaires et fonctionnaires dans la nature, au chômage, prêts à tout pour survivre. Les erreurs de gestion post-conflit entraînent bientôt l'impensable : l'armée américaine se retrouve embourbée face à une vague imprévue - tout du moins à Washington - d'insurrection. Les importantes opérations à Falloujah, Sadr City n'y font rien : au fil des jours, des mois, les militaires américains voient leurs pertes s'accumuler. Au centre du cauchemar : les engins explosifs improvisés utilisés par les insurgés irakiens et que les experts du Pentagone n'arrivent toujours pas à contrer. Au bout de trois ans de présence militaire américaine en Irak, les

soldats en sont à plusieurs tours de service, perdant progressivement de vue les objectifs politiques initiaux, luttant en Irak en pensant au Viet Nam.

A l'automne 2006, au bout de six ans de travail acharné, Donald Rumsfeld semble bien seul. La presse et les experts l'ont abandonné. Les parlementaires républicains soucieux de préserver leur mandat, appellent Bush à le lâcher afin de calmer la grogne dans le pays. Au Pentagone, devant des journalistes l'interrogeant avec insistance sur sa stratégie en Irak, le secrétaire à la Défense s'énerve et leur demande de « la mettre en sourdine et de se détendre ».

Dans le même temps, Rumsfeld, l'homme fort du Pentagone, qui devait assurer la domination des civils sur les militaires, laisse l'US Army faire sa propre requête budgétaire auprès de la Maison Blanche, une première dans l'histoire du Département de la Défense.

Quittant ses fonctions le 8 novembre, le secrétaire à la Défense cite Churchill : « J'ai beaucoup appris des critiques et sur ce point je n'ai jamais été en manque ». La fin chaotique de Donald Rumsfeld, loin d'illustrer l'aveuglement d'un homme trop ambitieux, est la parfaite parabole du vide stratégique qui règne à Washington depuis l'effondrement de l'URSS. L'armée américaine dispose aujourd'hui d'une suprématie écrasante ne laissant que peu de chance à un présumé compétiteur. Le gouffre technologique dont les experts américains s'inquiètent entre les Etats-Unis et ses alliés n'est peut-être pas le gouffre le plus préoccupant. L'armée la plus puissante du monde est la meilleure pour lutter contre un adversaire régulier, pour détruire un Etat. En voulant transformer la guerre, Donald Rumsfeld a semblé oublier que les capacités technologiques ne dictent la manière de mener le conflit que si l'on a identifié au préalable l'ennemi à combattre. « La première guerre du vingt-et-unième siècle, avoue Rumsfeld, n'est pas bien connue, elle n'est même pas bien comprise, elle est trop complexe pour que les gens la saisissent ». Le premier gouffre à résoudre est donc plutôt celui entre les moyens et la cible identifiée. Premier secrétaire à la Défense à avoir dû gérer les effets – réels ou simplement perçus comme tels – de l'après-11 septembre, Donald Rumsfeld, par ses errements, ses contradictions, laisse un héritage inquiétant mais évident : l'Amérique est tiraillée entre un désir de revenir à une forme de conflit classique face à un « Big One » et un constat d'impuissance stratégique quant à l'usage de sa force militaire face à des mouvements insurrectionnels. Il reste à espérer que la crise actuelle puisse produire un véritable aggiornamento doctrinal.

Fondé en 2001 par François Géré, l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS) est un centre de recherche privé français, spécialisé dans l'étude des questions de stratégie, de défense et de relations internationales. A partir d'une équipe interdisciplinaire, l'IFAS conduit des recherches intégrant domaines flous et sciences dures et croisant les approches macrostratégiques (dimension globale des affrontements) et microstratégiques (particularités régionales des affrontements). L'institut travaille notamment sur : la dissuasion nucléaire ; la prolifération nucléaire ; les risques chimiques et bio-bactériologiques, les stratégies liée aux missiles et aux anti-missiles ; le développement de l'activité militaire spatiale ; le terrorisme et la guérilla ; la défense et les stratégies dans l'espace euratlantique, en Asie et au Moyen-Orient ; la pensée stratégique contemporaine ; les modalités de contrôle de la violence organisée et de retour à l'état de paix ; le rôle des organismes internationaux dans la gestion des crises et de leur résolution ; les opérations d'information ; l'action psychologique et la médiatisation des conflits ; la cyberstratégie. www.strato-analyse.org/fr